

Le refrain de M. Vichinsky à cette assemblée, que tous les pays satellites slaves ont entonné à sa suite, n'avait rien de nouveau. Il y a des mois que la presse et la radio de l'Union soviétique, assujetties au contrôle de l'Etat répètent à satiété que les Etats-Unis se préparent à attaquer l'U.R.S.S. Cette propagande a été menée dans une région séparée du reste du monde par la censure la plus puissante et par le plus rigoureux contrôle de l'opinion publique qu'on n'ait jamais vu. Elle a été organisée dans le but de stéréotyper l'idée d'un pays capitaliste gigantesque et puissant, résolu à détruire les gouvernements établis par les classes ouvrières et à accumuler les bombes atomiques pour s'en servir contre l'Union soviétique lorsqu'une occasion propice se présentera. Les réactions suscitées par le discours de M. Vichinsky étaient immédiatement relayées à Moscou et étalées dans la presse soviétique. Ne sommes-nous pas en droit de présumer que M. Vichinsky, connaissant la publicité qu'on accorde sur le continent nord-américain à tout ce qui ressemble à une nouvelle, avait délibérément projeté de justifier aux yeux du peuple russe la politique que poursuit depuis des mois le Gouvernement soviétique?

Il se peut encore très bien que cette campagne ait eu pour second but, peut-être plus important que le premier, celui de semer dans l'opinion publique de certains milieux du continent nord-américain la crainte que l'intervention des Etats-Unis en Europe ne conduise éventuellement à la guerre, empêchant de cette façon le public et le Congrès d'accepter les plans d'aide à l'Europe de MM. Truman et Marshall. Sans cette aide, les Russes peuvent logiquement espérer que les régimes fondés sur la propriété et l'entreprise privées s'effondreront et feront place à la dictature de la bureaucratie communiste et que les gouvernements modelés sur le leur seront en fait subordonnés à l'influence de Moscou et prêts à manifester cette loyauté supérieure que Moscou semble capable d'inspirer à ceux qui sont formés dans ses institutions communistes.

Il ne s'agit pas ici d'une simple question d'idéologie, mais d'un problème qui est devenu très concret pour chacun de nous. Notre économie au Canada repose sur le principe du commerce et de l'échange monétaire multilatéraux. Nous achetons des marchandises aux Etats-Unis pour des centaines de millions de dollars de plus que nous ne leur en vendons; par conséquent, à moins que nous ne puissions utiliser le surplus de nos ventes aux autres pays pour payer nos achats aux Etats-Unis, nous nous verrons obligés de cesser ces achats. Il est alors pour nous d'importance vitale que l'économie des pays d'Europe soit promptement restaurée, et que l'on fasse disparaître pour cela toutes les menaces à la paix et à la stabilité qui mettent obstacle à cette restauration. Ce n'était pas seulement pour le plaisir de parler que je disais l'autre jour à l'Assemblée générale, au nom de la délégation canadienne:

"Il n'en est pas moins vrai que ces problèmes doivent être résolus, et que tous privilèges et procédures qui font obstacle à leur solution doivent être modifiés. Cela pourra se faire par l'abandon volontaire de ces privilèges, par des accords ou des ententes à leur sujet, ou encore, si la chose est nécessaire, par des modifications de la Charte. Espérons qu'aucun membre du Conseil de sécurité ne fera fi de l'opinion clairement exprimée par le monde et ne s'obstinera à empêcher de telles modifications, ce qui serait entraver sinon détruire l'organisation qui représente à l'heure actuelle la plus grande espérance des hommes.